

Situation sociale vue par les Nations unies - Une lettre d'information très instructive

Tribune – 24/06/11

Le Système des Nations Unies (SNU) à Madagascar a rencontré la presse ce jeudi 23 juin au siège de la Représentation des Nations unies à Andraharo, en vue du lancement de la première Lettre d'information sur la situation sociale dans le pays. Sous la coordination de Madame Fatma Samoura, Coordonnateur résident, l'équipe pays a participé activement aux échanges. Cette première lettre d'information met l'accent sur les analyses de la situation de pauvreté et de ses conséquences dans différents secteurs ainsi que les réponses apportées par le SNU. Les informations ont été tirées des enquêtes déjà effectuées dans différents domaines au niveau des agences ou des partenaires.

La pauvreté qui touche les enfants a fait la une. Selon l'Enquête périodique auprès des ménages (EPM), la pauvreté touchait 68,7% de la population en 2005 alors qu'en 2010, ce taux est passé à 76,5%. Etre pauvre, c'est vivre avec moins de 468 800 Ariary, soit environ 234 US Dollars, par personne et par an.

La déperdition scolaire qui touche les enfants constitue la principale conséquence de cette pauvreté. D'après les données fournies par le ministère de l'Éducation nationale le taux de réussite au CEPE a augmenté de 9% depuis 2008. En dépit de ce fait, le taux d'achèvement du cycle primaire a accusé une baisse de l'ordre de 6%. Entre les années scolaires 2008/2009 et 2009/2010, plus de 138 000 enfants non scolarisés de 6 à 10 ans additionnels ont été recensés – soit une augmentation de l'ordre de 53,3%.

Une autre conséquence de la pauvreté : la difficulté d'avoir accès aux soins en cas de maladie. La réduction de 30% du budget alloué dans le secteur, due à la suspension des aides, a entraîné la fermeture en janvier 2011 de 214 centres de santé (source : ministère de la Santé publique).

Concernant la santé de la reproduction, l'évaluation du système logistique des intrants essentiels de santé, y compris les produits contraceptifs, menée par l'UNFPA et l'UNICEF, a révélé que l'enclavement est à l'origine de la rupture de stocks de médicaments. En ce qui concerne les jeunes et les adolescents, une étude réalisée par l'UNICEF dans les régions d'Analanjirifo et d'Atsinanana montre que les jeunes représentent 90% des clients du Jiromena, sur lesquels plus de 60% sont des mineurs et 21.9% d'entre eux affirment avoir déjà eu une Infection Sexuellement Transmissible.

Dans le domaine de la lutte contre le VIH et le SIDA, une enquête comportementale et biologique financée par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme/Round 8, a été menée de manière conjointe par l'ONUSIDA et l'OMS en 2010, dans l'objectif d'obtenir des données actualisées et de mieux orienter les stratégies de lutte contre le sida, notamment auprès des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes.

Selon les résultats préliminaires de l'analyse globale de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la vulnérabilité, menée en milieu rural en 2010 par le PAM et l'UNICEF, environ 35% de la population rurale sont affectés par l'insécurité alimentaire et 48% sont vulnérables à l'insécurité alimentaire. De même, une enquête nutritionnelle (enquête SMART) réalisée du 28 mars au 8 avril 2011 au niveau de trois districts de la région d'Atsimo Andrefana, à savoir, Ampanihy, Betioky et Toliara II, a fait état d'un taux de malnutrition aiguë globale de 7,4%.

En se référant à la situation de Vangaindrano, le passage du cyclone Hubert en 2010 a détruit les deux-tiers de la production agricole. Les ménages ont ainsi réduit leur consommation de riz à 5,2 jours par semaine. Le suivi de la vulnérabilité dans le district d'Ambovombe, dans le grand sud de Madagascar, a également montré une situation moins favorable. Pour plus d'un ménage sur deux, le revenu courant qui est considéré comme permanent n'arrive plus à supporter les dépenses alimentaires. Un ménage sur trois gagne moins de 50 000 Ariary par mois.

Selon une évaluation des récoltes effectuée conjointement par la FAO et le PAM à l'issue des deux dernières campagnes culturales, du fait d'une pluviométrie généralement favorable, la performance de l'agriculture vivrière malgache a été globalement bonne en 2010, avec notamment une production de riz estimée à environ 4,7 millions de tonnes, en augmentation de plus de 4% par rapport à 2009. Malheureusement, cette production n'a pas pu satisfaire les besoins nationaux.

Concernant l'emploi, en deux ans, 210.000 emplois ont été perdus dans la région d'Analamanga et 884 entreprises ont été obligées de déclarer un chômage technique. Par rapport à l'année 2008, il est estimé que le nombre d'entreprises en difficulté ait quadruplé en 2009. Pour l'ONUDI qui tente de soutenir les investissements industriels, il est indispensable d'intervenir à contre courant et de soutenir la qualité dans la production, au risque de voir s'effriter le potentiel de compétitivité des entreprises malgaches. Ce contexte de crise qui frappe Madagascar accroît le taux de chômage et ne favorise pas le développement de l'entrepreneuriat féminin, alors que les femmes entrepreneures constituent une force de développement importante et incontournable. La concertation nationale sur le développement de l'entrepreneuriat féminin, organisée à l'initiative du BIT au mois de février de cette année, a reconnu que les femmes sont les plus touchées par les pertes d'emplois, estimées à plus de 200.000 depuis 2008, et par la situation de sous-emploi, touchant 42,2% des actifs en 2010.

Pour le cas de Madagascar, le développement rapide et durable et la réduction de la pauvreté nécessitent certainement une contribution dynamique de la population féminine, qui constitue 50,6% de la population totale. Le développement du secteur des petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que des micro-entreprises, dans lequel les femmes sont particulièrement actives, constitue une des solutions pour améliorer la vie sociale et apporter des valeurs ajoutées à l'économie du pays.

Recueilli par Valis

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Une-lettre-d-information-tres,16071.html>